

«J’ai gardé une motivation intacte»

CONSEIL D’ÉTAT • *Anne-Claude Demierre défendra son siège gouvernemental cet automne. La ministre socialiste expose en primeur pour «La Liberté» les raisons qui la poussent à briguer un dernier mandat.*

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PUGIN



«Oui, j’ai envie de m’engager pour une nouvelle législature.» Jusqu’ici évasive sur son avenir politique – laissant penser à certains qu’elle allait jeter l’éponge –, Anne-Claude Demierre, 55 ans, confie à «La Liberté» son intention de briguer un troisième et dernier mandat au gouvernement, qu’elle a rejoint en 2006. «L’envie et la passion sont toujours aussi fortes», souligne la Gruérienne.

Avec cette annonce, les desseins des conseillers d’Etat sortants sont connus. On savait depuis longtemps que les ministres de centre-droit (à l’exception de Beat Vonlanthen, élu au Conseil des Etats) solliciteraient un nouveau mandat – ils ont d’ailleurs tous été adoubés par leur formation. La verte Marie Garnier n’a également pas caché qu’elle affronterait une nouvelle fois le verdict des urnes. Ne reste ainsi plus qu’Erwin Jutzet. S’il ne l’a pas encore officiellement annoncé – «seul Dieu sait», s’amuse-t-il à lancer –, il ne fait guère de doute que le socialiste singinois mettra un terme à sa carrière ministérielle à la fin de l’année.

Pourquoi avoir tant attendu pour révéler vos intentions?

Anne-Claude Demierre: Je me suis laissé le temps de la réflexion car il s’agit d’un travail exigeant, qui implique un énorme engagement. Il faut être passionné pour remplir cette fonction-là. Ce temps de réflexion m’a permis de constater que j’ai gardé une motivation intacte, que l’envie et la passion sont toujours aussi fortes.

Cette législature a été riche et plutôt rude pour vous (nouveau financement hospitalier, fermeture de l’hôpital de Châtel-Saint-Denis, de la maternité de Riaz, afflux de requérants...). Quel bilan personnel tirez-vous? Un bilan extrêmement positif, même si j’ai parfois dû prendre des décisions difficiles. Mais je les ai toujours prises en étant convaincue que c’était dans l’intérêt du canton et de ses habitants. Sur la stratégie de l’HFR par exemple, le temps nous donne raison. Il fallait absolument positionner cet établissement dans le paysage hospitalier suisse, entre les centres universitaires de Lausanne et de Berne. En concentrant les soins aigus et en développant l’offre dans les régions, nous avons trouvé une solution qui privilégie des soins de qualité et de proximité.

Erwin Jutzet, il y a quelques années, avait laissé transparaître un certain désabusement en disant qu’il était difficile d’être socialiste dans ce gouvernement. Partagez-vous ce sentiment?

Lorsque l’on n’est pas majoritaire, il faut convaincre ses collègues de la pertinence de ses projets. Avec sans doute davantage d’intensité. Au final, presque tous mes projets ont été adoptés... même si j’ai parfois perdu un peu de financement en route. Mais ça, il faut savoir l’accepter. Mon atout, c’est ma très bonne connaissance des dossiers – une qualité que l’on me reconnaît. C’est essentiel lorsqu’il s’agit de convaincre et de rassembler au-delà de son camp politique.

C’est la méthode Demierre?

J’aime le dialogue et les échanges, que ce soit au travail, en assemblée ou lors d’une manifestation. Aller à la rencontre de l’autre, entendre ses soucis, ses préoccupations. Quel que soit le projet, il faut que tous les partenaires montent ensemble dans le bateau. C’est ma façon de faire de la politique.

«Mon atout, c’est ma très bonne connaissance des dossiers»

Le Parti socialiste n’a pas toujours été derrière vous, notamment au moment de la fermeture de la maternité de Riaz. En avez-vous souffert?

Les rôles de chacun sont différents, cela fait partie du jeu politique. Je suis directrice de la Santé et c’est sur les décisions de celle-ci que sont ciblées les attaques, pas sur la personne d’Anne-Claude Demierre.

La réforme de l’imposition des entreprises (RIE III) sera le projet phare de la prochaine législature. Il est soutenu par le Conseil d’Etat mais déjà la gauche menace de le combattre. Où se situe la ministre socialiste?

Nous n’aurons pas d’autre choix que de supprimer les statuts spéciaux. Et il me paraît juste de mettre tout le monde sur un pied d’égalité. Ensuite, il est de la responsabilité du Conseil d’Etat d’offrir des conditions-cadres qui permettent un développement économique. Le canton doit rester attractif et garder ses entreprises. Parce qu’au final, ce sont les emplois des Fribourgeois. Je soutiens donc la proposition qui a été faite (taux unique de 13,72%, ndlr). Mais j’ai été très claire avec mes collègues: je ne serai derrière ce projet qu’à la seule condition que des mesures d’accompagnement bénéficiant à la population soient arrêtées.

Si vous êtes réélue, entendez-vous poursuivre votre mission à la DSAS ou aspirez-vous à une direction moins harassante?



La patronne de la Santé et des affaires sociales se sent bien dans sa Direction. ALDO ELLENA-A

La DSAS est une direction que j’aime. Elle me passionne et les défis qu’il reste à relever me motivent. Je m’y sens vraiment bien. Après, d’autres directions pourraient m’intéresser aussi. Il reviendra au nouveau Conseil d’Etat de répartir les dicastères.

Quelle doit être la stratégie de la gauche face à l’entente bourgeoise?

Cette question reste ouverte. Des discussions sont en cours entre le PS et ses partenaires pour voir quelle est la meilleure solution pour préserver nos trois sièges.

L’entente bourgeoise prétend à cinq sièges. De l’arrogance?

J’estime tout d’abord que cela ne correspond pas à la répartition des forces politiques dans ce canton. Ensuite, je trouve cette prétention d’autant plus arrogante qu’il s’agirait de placer cinq hommes: la moitié de la population ne serait pas représentée! I

«UNE FORCE TRANQUILLE»

Empruntant à un fameux slogan mitterrandien, Benoît Pillier dit d’Anne-Claude Demierre qu’elle est «une force tranquille». «Elle sait où elle va», apprécie le président du Parti socialiste fribourgeois (PSF), saluant la décision de sa camarade de briguer un nouveau mandat. Et d’assurer la ministre sortante d’un soutien inconditionnel: «Nous lui faisons une entière confiance et sommes tous derrière elle.» Quant à savoir qui l’accompagnera sur la liste, trop tôt pour le dire. «Les fédérations proposeront des noms au comité, qui les étudiera à la mi-juin. Puis les candidats seront désignés par le congrès, le 22 juin», explique Benoît Pillier. Jean-François Steiert sera-t-il de la partie? «Avec le résultat qu’il a obtenu lors de la

complémentaire de 2013 (Jean-Pierre Siggen n’avait devancé le conseiller national que de 562 voix, ndlr), il serait naturel qu’il présente une nouvelle fois sa candidature», déclare le président du PSF.

Le principal intéressé, lui, ne dévoile rien de ses intentions: «Actuellement, nous avons deux ministres socialistes en fonction, dont l’une se représente. Il faut attendre la décision des sortants avant de se prononcer.» Jean-François Steiert attend donc qu’Erwin Jutzet (qui aura 65 ans le mois prochain) fasse part de ses intentions avant d’enclencher la machine. Le directeur de Justice et police, de son côté, devrait annoncer sa décision d’ici à la fin mai, indique son porte-parole Didier Page. PP



La radicale Martine Vorlet (à g.) accède à la présidence du Conseil général tandis que la socialiste Pascale Spicher (à dr.) devient vice-présidente. ALAIN WICHT

VILLARS-SUR-GLÂNE

Une libérale-radical à la présidence

OLIVIER WYSER

Représentées de manière égale au sein du Conseil général de Villars-sur-Glâne, les forces de gauche et de droite n’ont pas tardé à se livrer à un petit bras de fer politique, lors de la séance constitutive qui a eu lieu jeudi soir. Au grand dam des socialistes qui ont, par la voix de Vito Carnevale, exprimé plusieurs fois leur sentiment d’être minorisés dans les différentes commissions. Un laïus qui n’a pas eu l’heur de plaire à la présidente du Conseil général, la libérale-radical Martine Vorlet, qui a remis les pendules à l’heure en reprenant avec autorité le jeune trublion socialiste.

Quelques minutes plus tôt, la première citoyenne de Villars-sur-Glâne accédait au perchoir par acclamation. Mar-

tine Vorlet, économiste, était en effet vice-présidente à la fin de la précédente législature. La vice-présidence est quant à elle revenue à la socialiste Pascale Spicher.

Lors de la cérémonie d’assermentation des conseillers généraux, le préfet de la Sarine Carl-Alex Ridoré – par ailleurs citoyen de Villars-sur-Glâne et ancien conseiller général – a souligné la valeur de ce moment «éminemment important par sa force symbolique». Le préfet a ensuite recommandé aux 50 élus de faire preuve de vision lors de cette législature: «J’ai la conviction de voir les frontières communales évoluer ces prochaines années.» Son plaidoyer pour une fusion du Grand Fribourg ne s’est pas arrêté là. «Le citoyen qui est en moi est convaincu que

Villars-sur-Glâne doit se rapprocher de ses voisines. La loi sur la fusion du centre cantonal va probablement accélérer les choses. Toutefois, je ne sous-estime pas les difficultés de la commune à fusionner. Mais Villars-sur-Glâne regorge d’atouts pour être un moteur dans ce dossier», explique le préfet.

La syndique de Villars-sur-Glâne Erika Schnyder n’a pas voulu «doucher les espoirs du préfet» mais elle a tout de même rappelé que pour constituer l’ag-glo il a fallu dix ans, et pas seulement une législature. La socialiste a également souligné que la réforme de l’imposition des entreprises constitue une épée de Damoclès pour la commune. «Nous avons une seule certitude: les recettes fiscales des personnes morales vont baisser.» I